



Associations : stop aux subventions à tout-va

Visuel indisponible

Photo by Markus Spiske on Unsplash - <https://unsplash.com/photos/reWrNwCzIUU> — Markus Spiske,

Nombre d'associations en France obtiennent des subventions de la part de l'État. Un article récent du Canard Enchaîné permet de comprendre les effets délétères de cette pratique et, plus fondamentalement, pourquoi les Français ne sont pas libéraux. Mon dernier ouvrage, *Exception française : Histoire d'une société bloquée de l'Ancien Régime à Emmanuel Macron*, entend démontrer que les Français n'ont jamais été libéraux, aussi loin que l'on remonte dans l'histoire. Et s'ils ne l'ont pas été, cela tient à un faisceau de facteurs que la dernière livraison du *Canard Enchaîné* (6 janvier 2021) permet en partie de vérifier.

Le journal satyrique, qui justifie souvent son appellation, appartient cependant à la galaxie des journaux de gauche. Un pléonasme en France, relèverait un mauvais esprit. Voilà déjà une explication de l'antilibéralisme français : l'absence d'offre intellectuelle pluraliste et une pensée trop souvent unique dans la presse tant écrite que parlée.

Clientélisme et subventions en Auvergne-Rhône-Alpes

Un article de cet hebdomadaire intitulé « Laurent Wauquiez aggrave l'effet de cerf », peut être ainsi résumé : dans la perspective des élections régionales, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes arrose de subventions les fédérations de chasse ; la présidente du groupe d'opposition écologiste s'insurge en pointant le clientélisme de la droite ; le président des chasseurs de la région se défend en évoquant un rééquilibrage après le tombereau de subventions déversé sur les associations environnementales durant les deux mandats précédents du socialiste Jean-Jack Queyranne.

Contre les associations lucratives sans but

Comme souvent, nos hommes politiques embrouillent tout. En effet, la question n'est pas de savoir quelles associations, qui pour la chasse, qui contre la chasse, vont se voir accorder des subventions, mais de cesser d'octroyer des subventions.

En effet, une association est, ou plutôt devrait être, un organisme de droit privé, et comme tel recevoir des cotisations de membres privés, et non pas des associations lucratives sans but recevant, selon une périphrase, de l'argent public. Nos amis de Contribuables associés entendent le démontrer à longueur d'année.

Pourquoi le libéralisme n'existe pas en France

On comprend aussi pour quelle raison les libéraux ont du mal à exister dans un pays perclus d'interventionnisme et de clientélisme. Le marché politique joue à plein car la sphère publique pompe la majorité des richesses produites. Les associations dignes de ce nom peuvent plus difficilement bénéficier de la générosité des individus dont les finances sont obérées par la lourdeur des prélèvements obligatoires.

Dès lors, beaucoup en ont tiré pour conséquence qu'il fallait trouver l'argent perdu là où il se trouvait, c'est-à-dire dans les poches de l'État, cette grande fiction à travers laquelle tout le monde vit aux dépens d'autrui. Frédéric Bastiat l'avait brillamment relevé il y a déjà plus d'un siècle et demi.



En France, tout est ou devient public, tout est *citoyen* car pollué par la sphère publique. Briser cette servitude volontaire relève de la gageure car chacun s'accroche à ses privilèges ou lambeaux de privilèges. On peut s'en lamenter, mais il faut reconnaître que cette attitude n'est pas dénuée de logique, tant en ce qui concerne certains responsables associatifs peu scrupuleux que certains hommes politiques démagogiques, au sein de l'État providence le plus développé au monde. Et faire comprendre à la grande masse des individus - argument utilitariste- qu'ils auraient davantage à gagner à vivre sous un régime de liberté et surtout -argument non utilitariste et autrement essentiel- qu'ils seraient plus dignes s'ils ne mendiaient pas de l'argent public qui est en réalité toujours d'origine privée, exige manifestement beaucoup de patience et de pédagogie.

Mais quel candidat de premier plan aux prochaines élections régionales osera dire : « *Je n'octroierai plus de subventions à quelque association que ce soit et l'argent ainsi économisé permettra soit de diminuer les impôts soit de baisser les dépenses publiques soit les deux* » ?

Soyons un peu naïf en cette période difficile...

Jean-Philippe Feldman vient de faire paraître *Exception française. Histoire d'une société bloquée de l'Ancien Régime à Emmanuel Macron*, Odile Jacob, 2020.